

## MONA MAKRAM EBEID

Sénatrice égyptienne ; Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire

### Jim HOAGLAND

Beaucoup d'entre nous ici présents, me semble-t-il, connaissent bien notre prochain intervenant. Il s'agit de Mona Makram-Ebeid, sénatrice égyptienne réputée pour son franc-parler.

### Mona MAKRAM-EBEID

Je suis ravie d'être parmi vous aujourd'hui pour vous faire part de quelques réflexions sur la situation actuelle en Égypte, six ans après la première révolution de 2011, et seulement quatre ans après la seconde, qui date de 2013.

Avant la révolution de janvier 2011, la scène politique nationale laissait entrevoir peu de positions idéologiques capables de mobiliser, à l'exception des Frères musulmans. C'est ce qui explique l'incapacité de nombreux groupes non islamiques qui se disent libéraux ou de gauche, jeunesse comprise, à s'organiser de manière efficace, et par conséquent, la prédominance progressive des appareils militaire et sécuritaire au sein de la hiérarchie du régime actuel.

L'influence croissante de l'appareil sécuritaire a abouti à la neutralisation de la politique civile. La société civile fait l'objet d'une pression constante et le périmètre de ses activités s'est sérieusement réduit.

Aujourd'hui, la refonte s'accompagne de craintes substantielles, aussi bien parmi les partisans du régime qu'au sein d'une grande partie de la population, et se cristallise sur la menace grandissante de voir certains groupes islamiques se radicaliser, en particulier dans le Sinaï, ainsi que sur leurs attaques brutales contre les chrétiens et la violence protestataire et terroriste. Ces craintes ont non seulement affecté les calculs politiques du régime, mais également l'opposition non islamiste et une large partie du grand public. Du coup, les non-islamistes en sont arrivés à considérer l'armée et les institutions de l'État comme les premiers remparts contre les ambitions islamiques, c'est-à-dire remodeler l'État et redéfinir l'identité égyptienne.

Même si cette alliance entre la société civile et l'armée contre les frères musulmans va retarder l'avènement de la démocratie totale et la prise de contrôle civile de plusieurs années, elle pourrait bien représenter la voie la plus rapide vers une démocratie durable, sous certaines conditions, comme un programme de réformes économiques et politiques plus abouti.

La fin de sa troisième année de mandat approchant, al-Sissi est toujours en position de force politiquement. Il y a des chances pour qu'il termine son premier mandat de quatre ans et qu'il puisse prétendre à un second mandat jusqu'en 2022.